

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

B. LIENHART

37 route de Strasbourg
67860 Boofzheim

Code AIOT : 0006700578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement B. LIENHART implanté 37 route de Strasbourg - 67860 Boofzheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incendie du séchoir GDE 6 le 25 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B. LIENHART
- 37 route de Strasbourg - 67860 Boofzheim
- Code AIOT : 0006700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite des installations de stockage et de séchages de céréales.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident-Incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé.

Le 25 juin 2025 à 09h40, l'inspection est informée par courriel d'un incident en cours sur le séchoir GDE 6 sur le site LIENHART à BOOFZHEIM.

L'exploitant a transmis une fiche de notification d'incident le 1^{er} juillet 2025.

L'exploitant a transmis le rapport d'accident/incident par courriel du 10 novembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident-Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thèmes : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 25 juin 2025 à 09h40, l'inspection est informée par courriel d'un incident en cours sur le séchoir GDE6 sur le site LIENHART à BOOFZHEIM. 70,780 tonnes de soja sont mis à sécher dans le séchoir GDE6. Il s'agit de soja sec avec coque réceptionné 1 semaine auparavant. L'opération de séchage consiste à faire passer le taux d'humidité du lot de soja de 13 % à 11 %. Elle est nécessaire pour permettre la trituration, opération consistant à l'extraction de l'huile du soja par pressage. Le tourteau issu de ce pressage est destiné à l'alimentation animale. Le séchoir GDE6 date de 1988. il est positionné entre 2 séchoirs plus récents. Il ne comporte pas de colonne sèche. En comptant la structure métallique dans lequel il intégrait, Il fait environ 40 mètres de haut. Après plusieurs échanges lors de la journée du 25 juin 2025, la chronologie de l'incident décrite par l'exploitant est la suivante (le séchoir GDE6 est nommé « séchoir » dans le texte ci-dessous) : <ul style="list-style-type: none">• courriel de 09:40 :<ul style="list-style-type: none">◦ à 07 :40, le 25 juin 2025, le responsable de site lance le cycle de séchage de soja ;◦ 1 seul brûleur est allumé dans la partie haute du séchoir : il s'agit de la procédure standard ;◦ aucune anomalie n'a été constaté sur l'écran de suivi ;◦ vers 08:00 - 08 :10, le responsable de site et un salarié constatent un dégagement de fumée par la cheminée. Elle est décrite comme grise et poussiéreuse ;

- après vérification de la température par les sondes du séchoir, l'une indique une température anormale (80 °C) ;
- la vanne de gaz du séchoir est immédiatement fermée par le responsable du site ;
- le cycle de séchage est arrêté ;
- le responsable du site monte par l'escalier extérieur pour vérifier la température au niveau des caissons du séchoir ;
- Il constate un début d'incendie au niveau des grains dans le séchoir ;
- les pompiers sont contactés ;
- le personnel du site est évacué des locaux ;
- L'arrivée de gaz du site est coupée.
- prise de contact téléphonique à 10:05 avec le directeur technique du site :
 - les pompiers sont sur place en cours d'intervention ;
 - des gendarmes sécurisent le site ;
 - la situation est estimée maîtrisée ;
 - il n'y a pas de victimes à déplorer ;
- prise de contact téléphonique à 11 :05 avec le directeur technique du site :
 - après un contrôle à la caméra thermique, les pompiers estiment que la situation est revenue à la normale ;
 - dégagement de fumée est toujours visible ;
 - les pompiers réfléchissent à inonder le séchoir avec de la mousse ;
 - la cause de l'incendie n'est pas déterminée à ce moment ;
- prise de contact téléphonique à 15 :00 avec le directeur technique du site :
 - début des opérations de vidange du séchoir ;
 - l'extraction du soja contenu dans le silo est effectuée de manière mécanique (12t/h). La chaîne de vidange utilisée normalement est hors d'usage (pas d'alimentation électrique) ;
 - une lance à incendie est déjà en action pour arroser les grains sortis par la vidange ;
 - des charbons sont présents dans les 1^{er} matériaux sortis ;
 - il n'y a pas de réaction à l'eau des grains de soja d'après l'exploitant.
- prise de contact téléphonique à 17 :00 avec le commandant des opérations de secours (pompiers) :
 - lors de la vidange du séchoir, un feu est visible. Après reconnaissance par les pompiers, il est vu par une fenêtre en plexiglas sur le flanc du séchoir à 20 m de haut (hauteur totale structure + séchoir = 40 m environ). En ce point le métal est chaud. L'accès n'est possible que par une échelle à crinoline ;
 - les flammes ne sont pas accessibles par la présence de la structure métallique du séchoir ;
 - le feu n'est pas sous contrôle ;
 - la surcharge d'une sonde a rendu inopérant le circuit électrique. Les autres sondes du séchoir alimenté par ce circuit sont hors d'usage ;
 - L'exploitant estime qu'il n'y a pas de risque d'explosion de part la nature du contenu du séchoir (grain de soja séché) ;
 - il n'y a pas de risque pour les habitations à proximité (la plus proche est à environ 75 m) ;
- prise de contact téléphonique spontané par l'inspection auprès du commandant des opérations de secours (pompiers) à 20:00 :
 - le feu est légèrement étouffé. La température mesurée passe de 100 °C à 40 °C ;
 - l'extraction mécanique est arrêtée.

L'inspection se présente sur site le 26 juin 2025 au matin :

- le feu est éteint ;

- le séchoir GDE6 est vidangé. La trappe basse du séchoir a été utilisée à cet effet ;
- le soja vidangé est stocké sur la dalle béton accueillant les installations du site. Il est à proximité du séchoir GDE6. Il a été noyé sous la mousse. Il n'y a pas d'écoulement de mousse hors de la dalle. Elle est, en majorité, imprégnée dans le soja ;
- un équipage de pompier est resté en surveillance après l'intervention. Il est en cours de réarticulation pour un retour en caserne ;
- l'arrivée de gaz a été rétablie.

A 17:00, le 26 juin 2025, les pompiers effectuent une visite du séchoir. Ils effectuent des vérifications par caméra thermique complétées par un contrôle visuel de tout le séchoir. Aucune anomalie n'est détectée. Le chef de secteur, présent sur site, et le commandant décident de lever la surveillance du séchoir.

La situation est revenue à la normale à part le séchoir GDE6 mis à l'arrêt.

L'exploitant transmet une fiche de notification d'incident le 1 juillet 2025. Elle complète la chronologie précédente par les éléments suivants :

- les pompiers et les gendarmes sont arrivés sur site aux environs de 08 :30 le 25 juin 2025 ;
- l'incident a été maîtrisé aux alentours de 04 :40 le 26 juin 2025 ;
- il n'y a pas eu de conséquences humaines ;
- il n'y a pas eu de conséquences sociales
- il n'y a pas eu de chômage technique ;
- les conséquences environnementales sont les suivantes :
 - les fumées étaient visibles à proximité immédiate ;
 - il n'y a pas eu de retombées mesurées ;
 - la surveillance était uniquement visuelle.
- Les conséquences économiques sont les suivantes :
 - des dommages matériels internes au séchoir ;
 - des dommages matériels au niveau des infrastructures annexes ;
 - perte des 70 tonnes de graines de soja contenues dans le séchoir GDE6 ;
 - l'activité de séchage pour le séchoir GDE6 est interrompue temporairement ;
- les dommages matériels sont estimés au moment de la rédaction de la fiche à :
 - 100 000 € de matériel ;
 - 25 000 € de graines de soja.
- une filière adaptée pour l'évacuation des grains de soja carbonisés est en cours de recherche.

La fiche précise que :

- le séchoir GDE6 ne présentait pas d'anomalie au moment du lancement du cycle de séchage ;
- le lot de soja brûlé avait été séché auparavant une première fois le 24 juin 2025 sans anomalies ;
- l'événement du 25 juin 2025 s'est déroulé malgré l'application des procédures prévues ;
- des investigations complémentaires sont en cours pour confirmer ou infirmer une éventuelle défaillance ponctuelle non détectée par les dispositifs de sécurité et de surveillance.

Elle propose des actions correctives (sans les détailler) :

- de modifications matérielles (ajout/amélioration de dispositifs de sécurité, moyens de lutte incendie, dispositions constructives...) ;
- des améliorations organisationnelles :
 - Révision et rédaction des consignes et des procédures d'exploitation, de sécurité et

d'intervention en autres ;

- la réalisation d'exercices plus fréquents et plus ciblés.

L'exploitant transmet le rapport d'accident/incident par courriel du 10 novembre 2025. Il complète les éléments précédents :

- les conditions météorologiques au moment de l'incident sont les suivantes : temps chaud et sans vent ;
- six personnes étaient présentes sur la zone des installations, hors du personnel administratif ;
- dans les jours qui ont suivi, un contrôle complet des installations a été réalisé afin d'établir un diagnostic précis sur l'état du séchoir et déterminer les travaux à entreprendre ;
- les causes premières identifiées sont un échauffement de la graine de soja. La cause immédiate du sinistre est un échauffement localisé des graines de soja dans le séchoir entraînant un départ de feu interne ;
- les causes profondes identifiées sont :
 - des facteurs techniques :
 - un risque inhérent au séchage de produits à forte teneur en huile (soja), pouvant s'échauffer spontanément en cas de rétention ponctuelle de matière dans la colonne ;
 - une possible mauvaise répartition du flux d'air chaud ou accumulation locale de graines favorisant un point chaud.
 - des facteurs contextuels :
 - des conditions climatiques chaudes au moment de l'incident, pouvant amplifier les températures dans le circuit d'air ;
 - le produit séché particulièrement sensible à la surchauffe (graine de soja à forte teneur en matière grasse).

Les actions correctives sont détaillées :

- actions correctives prises ou envisagées :
 - recyclage / formation complémentaire du personnel à l'utilisation des séchoirs et aux procédures d'urgence ;
 - retour d'expérience partagé avec les services d'incendie ;
 - révision complète du séchoir ;
 - remplacement du détendeur gaz ;
- des améliorations organisationnelles :
 - révision/rédaction de procédures/consignes ;
 - renforcement de la formation des opérateurs ;
 - mise à jour des plans d'urgence (POI, PDI...) ;
 - réalisation d'exercices (plus fréquents, plus ciblés,...).

Le rapport précise que :

- aucune défaillance manifeste de l'équipement n'a été constatée sur les automatismes ou les dispositifs de sécurité ;
- la situation a été rapidement et efficacement maîtrisée par l'ensemble des acteurs impliqués : pompiers, gendarmerie, GRTgaz et mairie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les informations sur la filière de traitement du soja sont à transmettre à l'inspection.

Type de suite proposée : Sans suite